

*Le Premier Ministre*

Paris, le 22 octobre 2008

n° 5343/SG

à

Madame et Messieurs les préfets de région  
Mesdames et Messieurs les préfets de département

**Objet : Organisation du suivi au niveau territorial du financement de l'économie**  
**p.i. : - Présentation du système de refinancement bancaire mis en place par la loi de finances rectificative pour le financement de l'économie n° 2008-1061 du 16 octobre 2008**  
**- Présentation des mesures en faveur des PME annoncées le 2 octobre 2008**

La crise financière née en 2007 aux Etats-Unis s'est progressivement propagée à l'Europe pour connaître un pic à la mi-septembre 2008, suite à la faillite de la banque américaine Lehman Brothers. Les conditions de refinancement des banques se sont brutalement dégradées, avec une réduction spectaculaire de la durée des financements disponibles et un renchérissement de leur coût, faisant peser des risques sur la capacité des banques à prêter, à leur tour, aux acteurs économiques.

Afin de rétablir les conditions de fonctionnement du marché du crédit, le Gouvernement a agi sans délai et en coordination avec les Etats membres de l'Union européenne. Le plan français est désormais opérationnel.

La loi de finances rectificative pour le financement de l'économie n° 2008-1061 du 16 octobre 2008, qui a été préparée, adoptée et promulguée en quelques jours, autorise le Gouvernement à apporter sa garantie au fonctionnement du secteur bancaire français dans des volumes considérables - jusqu'à 360 milliards d'euros.

Cette intervention de l'Etat prend deux formes, qui sont toutes deux d'ores et déjà engagées :

- A travers la Société française de refinancement de l'économie, d'une part, l'Etat fournit aux banques, en échange d'une rémunération de sa garantie, des ressources stables et à moyen terme, jusqu'à cinq ans. Les sommes concernées pourraient s'élever jusqu'à 320 milliards d'euros jusqu'à la fin de l'année 2009. La SFRE a tenu son premier conseil d'administration et devrait disposer cette semaine de ses premières ressources pour refinancer les banques adhérentes.

- L'Etat participera, d'autre part, au renforcement des fonds propres des banques pour leur permettre de prêter davantage à l'économie dans une période où la perception du risque est renforcée. Le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi a ainsi annoncé, le 20 octobre, que l'Etat souscrirait des titres subordonnés émis par les six principales banques françaises à hauteur de 10,5 milliards d'euros. Ces titres subordonnés, qui portent intérêts, ne sont pas des actions ordinaires mais sont comptabilisés en fonds propres réglementaires surveillés par les autorités prudentielles.

En contrepartie, les banques seront amenées à prendre, dans des conventions signées avec l'Etat, des engagements fermes de financement de l'économie, sous la forme d'une progression des encours de prêts à l'économie française (particuliers, entreprises, collectivités locales) ainsi que des engagements de comportement éthique.

En complément, j'ai décidé de dédier une enveloppe spécifique au refinancement des collectivités locales. En raison de la durée de leurs emprunts et de l'existence d'un fort ressaut des besoins en période de fin d'année, une démarche complémentaire de celle du refinancement à moyen terme par la SFRE était nécessaire. Une enveloppe de 5 milliards d'euros, financée par les fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), fournira des ressources d'une durée de 20 ans, qui seront distribuées pour moitié directement par la CDC et pour moitié par les banques qui répondront à des adjudications. Le règlement d'adjudication encadrera de manière précise les conditions qu'elles pourront offrir dans ce cadre.

Ces mesures s'ajoutent au plan de soutien de financement aux petites et moyennes entreprises (PME), annoncé le 2 octobre par le Président de la République, qui permet d'augmenter de 22 milliards d'euros la capacité de financement des PME, soit directement par les banques qui pourront mobiliser une proportion des livrets réglementés plus importante que celle qu'elles distribuent aujourd'hui (livrets de développement durable et d'épargne populaire), soit par l'intermédiaire des outils de co-financement et de garanties d'OSEO.

Pour remettre le système financier en marche et limiter l'impact de la crise financière sur les acteurs économiques, le Gouvernement a ainsi agi avec décision, dans des délais très courts et en mobilisant des moyens considérables. Les banques françaises disposent désormais, sur leurs fonds propres et leur refinancement, de la visibilité nécessaire pour que le marché du crédit fonctionne normalement.

Pour autant, les incertitudes des semaines passées ont créé des inquiétudes chez les acteurs économiques sur leurs perspectives d'accès au crédit, qui ne sont pas encore dissipées. Les réponses apportées par les réseaux bancaires de proximité, soumis à de fortes tensions, ont pu être contradictoires, voire donner lieu à des mesures préventives brutales. Il est donc nécessaire d'apporter au plus près du terrain une information sur les mesures prises et de s'assurer du respect par les banques des engagements pris au plan national, en les déclinant aux niveaux départemental et régional.

Je vous demande donc de réunir dans les plus brefs délais, sous votre présidence, les acteurs concernés. En vous appuyant sur les trésoriers-payeurs généraux et les directeurs de la Banque de France, vous réunirez notamment les représentants des réseaux bancaires présents dans le département et des acteurs économiques (MEDEF, CGPME et UPA).

Ces réunions auront pour objet:

- d'informer les acteurs économiques des mesures prises au niveau national et de leurs objectifs ;
- d'effectuer un diagnostic de la situation locale et en particulier du rétablissement d'un fonctionnement normal du marché du crédit aux entreprises ;
- de décliner au niveau local et de suivre de manière précise et régulière les engagements pris par les banques au niveau national.

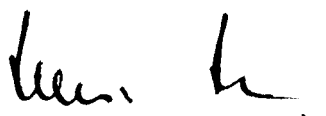
Les trésoriers-payeurs généraux assureront le secrétariat de ces réunions qui se renouvelleront sur une base au minimum mensuelle tant que des tensions persistantes seront identifiées. Elles pourront s'appuyer sur une cellule de suivi départementale, associant le trésorier-payeur général, le directeur de la Banque de France et le délégué départemental de la Fédération bancaire française, qui établira un compte-rendu mensuel de la situation du financement des acteurs économiques.

Les préfets de région seront destinataires des comptes-rendus départementaux.

Les dossiers individuels continueront à être traités selon les procédures en vigueur, au bon fonctionnement desquelles je vous demande de porter une attention toute particulière :

- les entreprises qui sont confrontées à des difficultés seront orientées vers les commissions des chefs de services financiers et des représentants des organismes de la sécurité sociale (CCSF) placées auprès des trésoriers-payeurs généraux et vers les comités départementaux d'examen des problèmes de financement des entreprises (CODEFI) présidés par les préfets de département. Des délais d'instruction accélérés seront mis en œuvre. Je rappelle que pour les entreprises de plus de 400 salariés, le comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) placé auprès de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi est compétent<sup>1</sup> et qu'il peut être saisi pour tout dossier jugé particulièrement sensible.
- les particuliers qui font face à des situations financières difficiles pourront voir leur situation examinée par les commissions de surendettement dont le secrétariat est assuré par la Banque de France.

Les informations collectées et échangées au niveau territorial seront adressées par les préfets de région avant le 21 de chaque mois à la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, à la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, et au ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, qui m'en rendront compte.



François FILLON

---

<sup>1</sup> cf. circulaire du Premier ministre n°5.027/SG du 25 novembre 2004

## **Annexe 1**

### **Présentation du système de refinancement bancaire mis en place par la loi de finances rectificative pour le financement de l'économie n° 2008-1061 du 16 octobre 2008**

L'activité des banques est soumise à leur capacité à se refinancer dans de bonnes conditions. Les banques ont des ressources propres (dépôts, fonds propres) qui ne permettent pas de couvrir l'intégralité des besoins de liquidités nécessaires au financement de leurs activités. Elles doivent donc emprunter sur les marchés, à court, moyen et long terme, les financements manquants. C'est à cette condition qu'elles sont capables de prêter aux agents (ménages, entreprises, pouvoirs publics) et d'assurer le financement de l'économie.

La crise financière a resserré cette contrainte de refinancement. Dans un climat de confiance dégradé, les capacités de refinancement des banques sont mises sous tension. Les banques françaises, parce qu'elles ont des fondamentaux solides, continuaient à trouver des refinancements mais sur des maturités de plus en plus courtes, à l'instar de leurs homologues étrangères. En coordination avec les banques centrales des grands pays développés, la Banque centrale européenne a répondu à la demande en fournissant aux banques de manière quasi-illimitée des liquidités, mais dont les échéances sont courtes (du jour le jour à quelques mois au maximum).

Ce raccourcissement de l'horizon de leurs ressources compromettait la capacité des banques à s'engager elles-mêmes vis-à-vis de leurs clients, faisant peser un risque de « credit crunch » (blocage du crédit) sur l'économie.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement a arrêté, en complément de celles prises par la BCE, des mesures agissant sur le refinancement de moyen-long terme.

Ces mesures s'inscrivent dans le cadre des décisions des gouvernements de la zone euro qui ont défini le 12 octobre dernier un plan d'action concertée permettant à chaque Etat membre de prendre les mesures d'urgence nécessaires pour restaurer la confiance dans le système bancaire et financier.

La loi de finances rectificative pour le financement de l'économie n° 2008-1061 du 16 octobre 2008, présentée au conseil des ministres du 13 octobre et entrée en vigueur le 17 octobre, met en place une société, la Société française de refinancement de l'économie (SFRE), permettant aux banques de refinancer leur activité de crédit.

Jusqu'au 31 décembre 2009, la SFRE, dont le siège est installé dans les locaux de la Banque de France, lancera des émissions obligataires garanties par l'Etat (pour un montant maximum de 320 milliards d'euros). Le produit de ces émissions sera proposé aux banques, sur des durées comprises entre 1 et 5 ans. En contrepartie, les banques apporteront en garantie à la SFRE des prêts qu'elles octroient aux acteurs économiques. Pour bénéficier de ce service qui leur sera facturé, les banques doivent passer une convention avec l'Etat.

L'Etat contrôle la SFRE par la minorité de blocage dont il dispose (34% du capital), par le fait qu'il agréé les dirigeants et par le veto qu'il peut opposer aux décisions prises par son conseil d'administration par la voix du commissaire du gouvernement.

Les modalités du fonctionnement de la SFRE seront évaluées en continu, de façon à vérifier que l'octroi de la garantie de l'Etat aux émissions nouvelles demeure pleinement justifié. Une évaluation du dispositif sera réalisée chaque trimestre et il en sera fait rapport au Parlement.

### **Les engagements pris par les banques**

Pour accéder aux ressources fournies par la Société de refinancement de l'économie, les banques signent avec l'Etat une convention qui fixe des contreparties, comme cela a été prévu par la loi.

Ces engagements concernent en premier lieu l'adhésion à des règles éthiques, en mettant en particulier en œuvre de manière rapide les principes arrêtés dans la charte de déontologie MEDEF-AFEP sur les rémunérations des dirigeants.

**En second lieu, les banques signataires devront s'engager à augmenter leur encours de prêts à l'économie française de 3 à 4% en rythme annuel.**

Parallèlement, le président de la Fédération bancaire française a proposé, à l'occasion de la réunion présidée par le Premier Ministre sur le financement de l'économie le 20 octobre, des engagements plus détaillés s'agissant du financement des petites et moyennes entreprises.

Ces engagements portent sur **une publication mensuelle et non plus trimestrielle des encours** de crédit aux PME, **l'instauration d'une instance de suivi qualitatif et de dialogue entre banquiers et chefs d'entreprise**, réunissant plusieurs fois par an un panel d'une dizaine de banquiers et de chefs d'entreprises qui seront désignés à parité par les banques et les instances interprofessionnelles représentatives, un suivi des créances, y compris pour les petites entreprises, les banques s'engageant à **adapter leur activité d'affacturage quelle que soit la taille de l'entreprise**. Enfin, **les banques s'engagent à présenter systématiquement à OSEO les dossiers qu'elles ne peuvent pas prendre en première analyse et à les réétudier systématiquement si OSEO apporte la garantie attendue.**

## **Annexe 2**

### **Plan PME annoncé le 2 octobre dernier**

#### **1) Le renforcement des moyens d'OSEO**

La capacité de prêt d'OSEO Financement est accrue de 50%, grâce à l'ouverture au bénéfice d'OSEO d'une nouvelle ligne de refinancement de 2 milliards d'euros par la Caisse des dépôts et consignations.

Le volume des garanties accordées par OSEO Garantie aux prêts bancaires des PME est augmenté de 2 milliards d'euros. Pour cela, les dotations des fonds de garantie sont portées de 240 à 280 millions d'euros en 2008 et 2009, ce qui permet de garantir 1 milliard d'euros de prêts supplémentaires chaque année.

La consolidation de prêts court terme en prêts moyen terme est facilitée, à hauteur de 1 milliard d'euros, grâce à la garantie d'OSEO. OSEO consacrera une nouvelle dotation spécifique de 70 millions d'euros à cet effet.

#### **2) L'affectation d'une partie des ressources de l'épargne réglementée au développement des PME**

Une partie des ressources collectées sur les livrets d'épargne réglementée (livret de développement durable, livret d'épargne populaire) représentant 17 milliards d'euros est affectée au financement des PME.

En pratique, la part des dépôts collectés par les banques dont elles conservent l'encours afin de servir de contrepartie à des prêts, est portée de 91% à 100% pour le LDD et de 15% à 30% pour le LEP.

Une convention passée entre l'État et chaque établissement bancaire définit les conditions de l'affectation de cette ressource supplémentaire au financement des PME. S'agissant des ressources LEP, les prêts pourront être consentis non seulement aux PME, mais également à la catégorie de taille supérieure des ETI (entreprises de taille intermédiaire), définie par la loi de modernisation de l'économie.

Compte tenu du dynamisme de la collecte de l'épargne réglementée, qui est supérieure de plus de 20 milliards d'euros aux prévisions, cette mesure ne conduira pas à une diminution des ressources affectées au financement du logement social, qui disposera des fonds restant centralisés à la CDC.

Par ailleurs, rien n'est changé pour les épargnants, qui continuent de bénéficier de la garantie de l'État.

Ces sommes compléteront les 30 milliards d'euros de prêts aux PME européennes mis en place par la Banque européenne d'investissement (BEI) par l'intermédiaire des banques.

### **3) Points d'information**

Pour aider les PME, un « parrain PME » ou une « marraine PME » a été désigné dans chaque direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement (DRIRE) afin d'entamer une démarche envers les PME pour répondre à leurs attentes et leur permettre d'anticiper au maximum leurs difficultés.

OSEO a ouvert un numéro d'information Azur (0 810 00 12 10 de 9h00 à 18h30, prix d'une communication locale) et un dispositif d'information dédié sur son site internet [oseo.fr](http://oseo.fr) pour aider les PME dans leur recherche de financement.